

*Le budget—M<sup>me</sup> Mitchell*

le cas du PAAP—un fiasco d'ailleurs—le nouveau programme part du principe erroné que les revenus augmenteront dans un an, alors que l'on sait très bien que les revenus réels de la plupart des travailleurs ont bien du mal à suivre le rythme de l'inflation. Cela n'oblige en rien les institutions financières à partager le fardeau, au contraire, cela augmente leur marge bénéficiaire à long terme. Voilà ce que le ministre propose dans son budget. Cette mesure diminuera peut-être provisoirement les mensualités hypothécaires de quelques propriétaires, mais elle ne constitue en réalité qu'un sursis d'une année. Le ministre des Finances n'aurait pas dû écouter les banques. Cette mesure ne constitue pas une solution véritable, le ministre s'est tout simplement laissé séduire par les banques.

Il y a déjà plusieurs mois que les néo-démocrates maintiennent que la seule solution au problème des taux hypothécaires élevés, tant pour les propriétaires que pour les bailleurs, consiste en une intervention directe de l'État. Les taux d'intérêt hypothécaire devraient être à l'abri des risques que suppose une politique des taux d'intérêt flottants. Il faudrait en effet rétablir des hypothèques stables et à long terme. La SCHL en accordait autrefois et devrait à nouveau s'en occuper.

Comme le répétait hier le chef de mon parti, nous sommes en faveur d'un gel, pour une période d'au moins six mois, des taux hypothécaires actuels. Le gouvernement pourrait, pendant ce temps, présenter une mesure législative destinée à ramener les taux d'intérêt hypothécaire au taux d'inflation, soit à 13 ou 14 p. 100. Nous estimons qu'un logement à prix raisonnable est une des nécessités de la vie qui ne doit pas être assujettie à l'exploitation et à la manipulation du marché, ce qui constitue la position des conservateurs et des libéraux.

Nous exhortons également le gouvernement à réglementer la spéculation dans le secteur du logement et à faire en sorte que les jeunes couples puissent acheter une première maison en n'ayant pas à y consacrer plus de 30 p. 100 de leurs revenus. C'est là une responsabilité que doivent assumer et le gouvernement et les banques.

Le ministre des Finances a parlé de l'équité que visent ses réformes fiscales, mais il n'a prévu aucune mesure dans le budget pour augmenter l'impôt sur les gains de capital réalisés par la spéculation dans le secteur du logement ou pour imposer aux banques un impôt sur les bénéfices excédentaires. Le NPD propose d'imposer la totalité des bénéfices réalisés par la vente de biens immeubles qui ne constituent pas la résidence principale d'une personne. Un impôt aussi lourd sur les gains de capital découragerait le genre de spéculation qui a fait faire de grands bonds au prix des maisons à Vancouver par exemple. Cela permettrait aussi d'éviter les chutes marquées de prix et les pertes tragiques que connaissent à l'heure actuelle certaines personnes qui doivent vendre leur maison à des prix fortement réduits. S'ils sont obligés de vendre leur maison, plusieurs habitants de ma ville vont perdre tout ce qu'ils ont payé à cause de la chute des prix.

● (1700)

Je voudrais parler brièvement des mises en chantier résidentielles et des emplois que cela représente. Tous les députés en sont conscients, j'espère. Néanmoins, le budget ne tient absolument pas compte du fait que la prospérité du bâtiment a des conséquences positives pour les travailleurs et l'économie en général. Malheureusement, à cause des taux d'intérêt élevés, le nombre de mises en chantier résidentielles doit tomber à

135,000 en 1982. Il nous en faut au moins 220,000 simplement pour répondre à nos besoins, sans même songer à compenser le ralentissement de ces dernières années. Cela fait longtemps qu'il n'y avait pas eu si peu de mises en chantier. Non seulement les Canadiens auront beaucoup de mal à trouver un gîte, mais cela va également aggraver le chômage massif qui sévit dans le secteur du bois d'œuvre et du bâtiment.

Plusieurs milliers de travailleurs de l'IWA ont été licenciés aujourd'hui à cause de la réduction du nombre de mises en chantier résidentielles au Canada et aux États-Unis. L'industrie du contre-plaqué peut, à elle seule, fournir des milliers d'emplois aux Canadiens si le secteur résidentiel lui offre des débouchés. On prévoit que 100,000 travailleurs pourraient être mis à pied et faire la queue devant les guichets de l'assurance-chômage à cette époque-ci, l'année prochaine. Ces mises à pied seront directement attribuables à la politique du gouvernement qui favorise les taux d'intérêt élevés.

Les mesures prévues dans ce budget à l'égard du logement n'aideront à construire que 15,000 unités de logements locatifs ce qui est très insuffisant. C'est déjà un pas dans la bonne voie, mais il faut que le gouvernement réduise les taux d'intérêt hypothécaires afin que nous puissions construire au moins 250,000 maisons neuves. C'est le minimum dont les Canadiens ont besoin chaque année.

Je voudrais vous citer un extrait d'une déclaration que le Conseil canadien du développement social a fait ce matin à une conférence de presse:

Les mesures destinées aux économiquement faibles dans le budget sont extrêmement décevantes... Rien n'est prévu pour les 500,000 familles qui consacrent plus de 30 p. 100 de leur revenu brut au loyer.

C'est évidemment dans le domaine des logements locatifs que le problème est le plus grave. Nous pensons que les temps sont durs pour les propriétaires, mais c'est encore pire pour les locataires. C'est ce qu'a confirmé le rapport sur la SCHL que le ministre a signé et transmis au cabinet; et pourtant, il a fait un battage terrible autour de ce rapport pour essayer de convaincre le ministre des Finances de prévoir des mesures plus efficaces dans ce budget. De nombreux locataires consacrent plus de 60 p. 100 de leur revenu au logement qu'ils louent et ils n'ont en retour aucune garantie de jouissance. Plus de 50 p. 100 des Canadiens resteront locataires toute leur vie. Ils ne pourront jamais changer de mode de vie. Les taux d'intérêt hypothécaires élevés ont été un obstacle important à la construction de logements locatifs ainsi qu'aux mises en chantier. Étant donné l'absence de logements vacants dans la plupart des grandes villes du pays, le prix des loyers est monté en flèche et les contrôles des loyers sont inefficaces dans la plupart des villes. J'ajoute que le ministre qui répond de la SCHL préconise la suppression des contrôles sur les loyers.

Que fait le budget pour remédier à cette situation? Le gouvernement propose-t-il des plans en vue de diminuer les taux d'intérêt? Nous savons bien que non. Cela encouragerait naturellement la construction de logements à location et ce, dans des endroits où nous pourrions être sûrs d'exercer un contrôle efficace sur le prix des loyers. Le gouvernement a-t-il augmenté les affectations budgétaires pour les logements à but non lucratif et ceux qui appartiennent au gouvernement? Bien sûr que non. La seule solution proposée est ce programme destiné aux économiquement faibles et aux familles à revenu moyen. Le budget remet-il en vigueur des programmes visant à favoriser la création de banques foncières et à viabiliser des